

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

CCF (EX. BANQUE DES CARAÏBES)

Société Anonyme au Capital de 147.000.001 euros

Siège social : 103 rue de Grenelle 75007 Paris

315 769 257 R.C.S. Nanterre

Comptes annuels approuvés par l'Assemblée Générale Mixte du 28 mai 2026

A. — Comptes annuels au 31 décembre 2025.**I. — Bilan et hors bilan.**

(En milliers d'euros.)

Actif	Notes	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Caisse, banques centrales		1 618 845	1 136 867
Effets Publics et valeurs assimilées	14	1 367 289	1 430 886
Créances sur les établissements de crédit	12	5 014 402	4 057 055
Opérations avec la clientèle	13	13 907 728	12 670 777
Obligations et autres titres à revenu fixe	14	2 900 973	4 098 403
Actions et autres titres à revenu variable	14	2 299	2 299
Participations et autres titres détenus à long terme	15	72 566	48 843
Parts dans les entreprises liées	15	113 250	113 250
Crédit-bail et location avec option d'achat	16	13 318	28 655
Immobilisations incorporelles	17	1 572 026	1 531 462
Immobilisations corporelles	17	165 539	171 576
Capital souscrit non versé		-	-
Autres actifs	18	205 458	242 100
Comptes de régularisation	19	268 100	324 933
Total de l'actif		27 221 791	25 857 106

Passif	Notes	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Caisse, banques centrales		-	-
Dettes envers les établissements de crédit	20	5 527 688	3 927 031
Dettes à vue		-	101
Dettes à terme		5 527 688	3 926 930
Opérations avec la clientèle	21	18 277 687	18 577 839
Autres dettes à vue		16 443 988	16 310 613
Autres dettes à terme		1 833 699	2 267 226
Dettes représentées par un titre		-	-
Autres passifs	22	658 467	406 188
Comptes de régularisation	23	294 916	282 871
Provisions pour risques et charges	24	311 720	51 067
Dettes subordonnées	25	262 727	121 401
Fonds pour risques bancaires généraux		-	-
Capitaux propres		1 888 586	2 490 711
Dont Capital souscrit	26	147 000	147 000
Dont Primes d'émission	26	8 216	8 216
Dont Primes d'apport	26	2 866 699	2 866 699
Dont Réserves	26	-	-
Dont Report à nouveau	26	-531 204	-218 154
Dont Résultat en attente d'approbation	26	-	-
Dont Résultat	26	-602 125	-313 050
Total du passif		27 221 791	25 857 106

Hors bilan	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Engagements donnés		
Engagements de financement donnés	873 586	766 895
Engagements en faveur d'établissements de crédit	-	-

Engagements en faveur de la clientèle	873 586	766 895
Engagements de garantie donnés	6 815 110	5 320 152
Engagements d'ordre d'établissements de crédit	6 760 210	5 255 966
Engagements d'ordre de la clientèle	54 900	64 186
Engagements sur titres donnés	-	-
Engagements sur instruments financiers à terme	-	-
Total	7 688 696	6 087 047
Engagements reçus		
Engagements de financement reçus	-	-
Engagements reçus d'établissements de crédit	-	-
Engagements reçus de la clientèle	-	-
Engagements de garantie reçus	-13 514 961	-12 321 393
Engagements reçus d'établissements de crédit	-11 500 859	-10 287 988
Engagements reçus de la clientèle	-2 014 102	-2 033 405
Engagements sur titres reçus	-	-
Engagements sur instruments financiers à terme	-	-
Total	-13 514 961	-12 321 393

II. — Compte de résultat.

(En milliers d'euros.)	Notes	Exercice 2025	Exercice 2024
Intérêts et produits assimilés	02	652 065	709 291
Intérêts et charges assimilés	02	-366 130	-399 405
Produits sur opérations de Crédit-Bail et assimilés	03	17 714	24 221
Charges sur opérations de Crédit-Bail et assimilés	03	-15 601	-22 718
Revenus des titres à revenu variable	04	8 091	3 009
Commissions (produits)	05	246 680	231 475
Commissions (charges)	05	-43 126	-41 881
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	06	-22 152	-56 032
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement assimilés	06	35 625	192
Autres produits d'exploitation bancaire	07	11 020	10 406
Autres charges d'exploitation bancaire	07	-47 104	-7 317
Produit net bancaire		477 081	451 242
Charges générales d'exploitation	08	-889 546	-579 440
Charges de personnel		-558 396	-288 108
Autres charges administratives		-331 151	-291 332
Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles		-195 497	-167 883
Résultat brut d'exploitation		-607 963	-296 082
Coût du risque	09	4 766	-17 224
Résultat d'exploitation		-603 197	-313 305
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	10	979	256
Résultat courant avant impôts		-602 218	-313 050
Impôt sur les bénéfices	11	93	-
Dotations/Reprises de FRBG et provisions réglementées			
Résultat net		-602 125	-313 050

III. — Affectation du résultat

Constatant que le résultat de l'exercice 2025 se solde par une perte de 602 124 829,93 euros, l'Assemblée générale des actionnaires décide d'affecter le résultat de l'exercice comme suit :

Au compte Report à nouveau pour un montant de 602 124 829,93 euros. Ainsi ce compte s'établira à 1 133 328 838,44 euros (solde débiteur).

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, relatives à l'information sur les distributions de dividendes au titre des trois exercices précédents, nous vous rappelons qu'il n'a pas été effectué de distribution de

dividendes au titre des trois derniers exercices écoulés et Qu'il ne sera pas proposé de distribution de dividendes au titre de l'exercice social clos le 31 décembre 2025.
Cette résolution est adoptée à l'unanimité »

IV. — Notes annexes aux états financiers

Note 1. – Principes et méthodes comptables

Présentation des comptes

Les comptes individuels de CCF ont été établis conformément aux dispositions du règlement de l'autorité des normes comptables (ANC) n°2014-07 modifié par le 2023-03 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire.

L'Autorité des Normes Comptables (ANC) a publié le 7 juillet 2023 le règlement n° 2023-03 modifiant divers règlements de l'ANC en coordination avec le règlement ANC n°2022-06 du 22 novembre 2022 relatif à la modernisation des états financiers.

Ce règlement modifie le règlement ANC n°2014-07 du 26 novembre relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire, en supprimant la notion de transfert de charge au poste « Autres produits d'exploitation bancaire ».

Son application est sans incidence sur les états financiers CCF au 31 décembre 2025. Les autres modifications introduites par ce règlement n'ont pas d'impact sur les comptes des entreprises du secteur bancaire appliquant le règlement ANC n°2014-07

Les conventions comptables générales ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base suivante :

- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- Indépendance des exercices ;

En application du règlement ANC n° 2014-07 relatif aux transactions entre parties liées et aux opérations non inscrites au bilan, il est précisé qu'aucune transaction significative entre parties liées n'a été conclue à des conditions hors marché et qu'il n'a été identifié aucune opération présentant des risques et avantages significatifs non-inscrits au bilan nécessitant une information particulière.

CCF présente dans ce document des notes annexes qui complètent et commentent l'information financière donnée par le bilan, le compte de résultat et le hors bilan.

CCF est détenue par CCF Holding SAS à hauteur de 99,99 %.

Faits marquants de l'exercice

Plan de Transformation du groupe CCF

Le Groupe CCF a initié en décembre 2024 un processus d'information-consultation des instances représentatives du personnel (« Comité Social et Économique » ou « CSE ») de CCF SA relatif à un projet de transformation. Ce projet s'inscrit dans la stratégie du Groupe, visant à repositionner le CCF comme la banque patrimoniale de référence en France et à renouer avec une croissance pérenne et durable. Il vise à restaurer durablement la compétitivité du Groupe sur les marchés de la banque de détail, garantissant ainsi son développement à long terme.

Il s'agit d'une transformation du modèle opérationnel dans son ensemble, en s'appuyant sur l'expertise combinée du réseau et des fonctions support, ainsi que sur des investissements majeurs, notamment dans les infrastructures informatiques. L'objectif est de replacer le client au cœur de la stratégie en s'appuyant sur quatre axes de différenciation : la rapidité, la stabilité, l'expertise des équipes et une architecture ouverte.

Le processus d'information/consultation s'est achevé, par la signature le 7 juillet 2025 avec le CSE d'un accord définissant les mesures d'accompagnement du Plan de Sauvegarde de l'Emploi (PSE).

Le PSE prévoit le départ d'environ 1 020 salariés du CCF et entraînera la fermeture de 72 agences sur un total de 238 agences,

Ce PSE s'organise au travers de trois vagues de départs échelonnées entre le 3^{ème} trimestre 2025 et fin 2026. Chacune de ces trois vagues comprend une phase de départ sur base volontaire, puis une phase de départs contraints.

Acquisition du portefeuille de crédit d'HBCE

CCF, en partenariat avec Rothesay, a formé un consortium pour acquérir un portefeuille de prêts immobiliers auprès d'HSBC Continental Europe pour un montant global de 6,6 milliards d'euros.

Après approbation du régulateur, l'opération a été exécutée fin octobre 2025 et porte pour CCF sur l'acquisition d'environ 1,8 milliard d'euros de crédits immobiliers

Cette opération ne prévoit aucun transfert de personnel et permettra d'accélérer le plan de transformation et de développement commercial de CCF, de renforcer la profitabilité du groupe et de consolider la relation de long terme avec ses clients historiques.

Cette transaction est neutre en capital et en liquidité.

Elle a été réalisée par l'intermédiaire de la création d'un FCT dont les titres ont été souscrit à 100 % par CCF.

Correction d'erreur

Au cours de l'exercice 2025 une erreur a été constatée concernant l'enregistrement en 2024 de l'immobilisation incorporelle des redevances du contrat de licence de marque.

La valeur de ce contrat procède de l'actualisation des flux futurs estimés sur la durée du contrat. Le taux d'actualisation avait été estimé sur la base du coût du capital au lieu du coût de la dette qui représente le taux auquel CCF se finance. La correction d'erreur porte principalement sur le changement de taux d'actualisation des flux futurs. Ce taux étant le coût de la dette auquel se finance CCF S.A au lieu du coût du capital.

Conformément aux dispositions de l'article 122-6 du Plan Comptable Général cette erreur a été comptabilisée dans le résultat de l'exercice 2025.

A des fins de comparabilité, l'information pro forma de l'exercice N-1 et les impacts sur l'exercice 2025 sont présentés dans le tableau ci-dessous :

	2025	2024 corrigé	2024
Actif			
Immobilisations incorporelles			
Concessions Brevets Licences Marques	361,0	361,0	143,7
Amortissements	-28,9	-14,4	-5,7
Passif			
Autres passif	352,4	361,0	143,7
Résultat			
Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles	-23,1	-14,4	-5,7

Principes comptables et méthodes d'évaluation

Créances sur les établissements de crédits et la clientèle

Les créances sur les établissements de crédit et la clientèle sont ventilées d'après leur durée initiale ou la nature des concours : pour les établissements de crédits créances à vue (comptes ordinaires et opérations au jour le jour) et créances à terme pour la clientèle créances commerciales, comptes ordinaires et autres concours à la clientèle (Crédits de trésorerie, d'équipement, à l'habitat, à la clientèle financière etc.).

Les intérêts courus non échus sur les créances sont portés en comptes de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Les actifs apportés des activités d'HBCE ont été intégré à la juste valeur matérialisant une décote de la valeur de l'actif pour une valeur au 1 janvier 2024 de 509 millions d'euros.

Cette décote fait l'objet d'un amortissement au TIE enregistré en contrepartie du compte de résultat.

Créances saines :

Tant que les créances ne sont pas qualifiées de douteuses, elles sont qualifiées de saines et elles demeurent dans leur poste d'origine.

Créances douteuses et douteuses compromises :

Les créances douteuses sont des créances de toute nature, même assorties de garanties, présentant un risque probable de non – recouvrement total ou partiel qui provient :

- Soit d'une possibilité de défaillance de la contrepartie liée à sa situation financière individuelle.
- Soit d'un litige déclaré au sujet de la créance elle-même.

Sont réputées créances douteuses au titre d'un risque de défaillance de la contrepartie, les créances correspondant à l'une des situations suivantes :

- Arriéré de paiement significatifs de plus de 90 jours consécutifs : un défaut est considéré comme effectif lorsque les seuils de matérialité définis par le régulateur sont tous deux dépassés pendant plus de 90 jours consécutifs. (Délai ramené à 30 jours pour les créances restructurées)
- Absence probable de paiement : la banque estime que, indépendamment de la réalisation des garanties reçues, le débiteur ne pourra probablement pas s'acquitter intégralement de ses obligations de crédit

Il en est ainsi notamment lorsque l'entité a connaissance de la situation financière dégradée de la contrepartie (existence de procédures d'alerte, faillite de la contrepartie, passage en contentieux par exemple).

- Contagion suivant des critères définis sur les « relations » de la contrepartie déclassée en douteux.

Dépréciation pour créances douteuses

Les dépréciations sur créances douteuses sont déterminées soit :

- Pour les activités de crédit immobilier et de crédit à la consommation, créance par créance en appliquant un taux de dépréciation déterminé sur la base d'une estimation statistique des pertes prévisionnelles ;
- Pour les autres segments d'activités, créance par créance en appliquant un taux de dépréciation individuel fondé sur une estimation du risque de crédit au dossier.

Dès lors qu'il n'existe aucune perspective de recouvrement, la créance est considérée comme irrécouvrable. Le fait déclencheur du passage en pertes des créances correspond à l'événement justifiant comptablement et fiscalement le passage en pertes. Le passage en pertes est la conséquence de la preuve de l'irrécouvrabilité de la créance. Il en résulte sur le plan comptable, sa constatation en perte et la sortie du bilan de la créance comptable. Cette sortie s'accompagne le cas échéant par la reprise de provision rattachée à la créance.

Dans le cadre de l'évaluation du risque de crédit et du calcul des dépréciations, des garanties et suretés sont prises en compte.

Les deux principaux types de garanties utilisés sont l'hypothèque et la caution Crédit Logement

La caution Crédit Logement est prise en compte en tant que couverture du risque. Contrairement à l'hypothèque l'engagement hors bilan représentant cette garantie ne fait pas l'objet de revalorisation sur la base de la valeur du bien.

Valorisation et revalorisation des garanties

CCF a défini une méthodologie de valorisation des sûretés par type de garantie afin d'assurer l'adéquation et la pertinence de la méthodologie avec la classe d'actifs considérée.

Toutes les sûretés immobilières doivent être évaluées en fonction de la valeur de marché ou de la valeur hypothécaire du bien. Les autres sûretés doivent être évaluées à la valeur de marché.

Les engagements et créances bénéficiant d'une garantie hypothécaire, font l'objet d'une revue annuelle pour l'immobilier commercial et tous les trois ans pour l'immobilier résidentiel.

La valorisation des biens est réalisée par un expert indépendant qui possède les qualifications, la compétence et l'expérience nécessaires pour procéder à une évaluation.

La fréquence de valorisation peut être revue en cas de baisse importante du marché.

Un suivi à fréquence trimestrielle à partir d'indice de marché est réalisé.

Les garanties sur les créances douteuses font l'objet de procédure de suivi spécifique avec l'application de règles de revalorisations prudentes.

Créances restructurées

Le montant au 31 décembre 2025, des créances restructurées à des conditions inférieures aux conditions d'origine n'étant pas significatif, aucune décote n'a été comptabilisée à la clôture.

Portefeuille titres

Actions et autres titres à revenus variable

Les actions sont inscrites au bilan pour leur valeur d'achat, frais d'acquisition inclus. Les revenus de dividendes attachés aux actions sont portés au compte de résultat dans la rubrique « Revenus des titres à revenu variable ».

A la clôture de l'exercice, les titres de placement sont évalués pour leur valeur la plus faible entre le coût d'acquisition et la valeur de marché. Ainsi, lorsque la valeur d'inventaire d'une ligne ou d'un ensemble homogène de titres (calculée par exemple à partir des cours de bourse à la date d'arrêt) est inférieure à la valeur comptable, il est constitué une dépréciation au titre de la moins-value latente sans compensation avec les plus-values constatées sur les autres catégories de titres. Les plus-values potentielles ne sont pas enregistrées.

Les dotations et les reprises de dépréciation ainsi que les plus ou moins-values de cession des titres de placement sont enregistrées sous la rubrique « Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés » du compte de résultat.

Au 31/12/2025, CCF détient des actions BPI Financement enregistrées au bilan, dans l'agrégat actions et autres titres à revenus variables, à leur valeur d'acquisition, soit 2,3 M€.

Participations et autres titres détenus à long terme

Ces titres sont comptabilisés pour leur prix d'acquisition frais inclus.

A la clôture de l'exercice, ces titres sont évalués, titre par titre, en fonction de leur valeur d'usage et figurent au bilan au plus bas de leur coût historique ou de cette valeur d'utilité.

L'estimation de la valeur d'utilité peut se fonder sur divers éléments tels que la rentabilité et les perspectives de rentabilité de l'entreprise émettrice, ses capitaux propres, la conjoncture économique ou encore le cours moyen de bourse des derniers mois ou la valeur mathématique du titre.

Lorsque la valeur d'utilité de titres est inférieure au coût historique, ces moins-values latentes font l'objet de dépréciations sans compensation avec les plus-values latentes.

Les dotations et reprises de dépréciations ainsi que les plus ou moins-values de cession relatives à ces titres sont enregistrées sous la rubrique « Résultat net sur actifs immobilisés ».

Au 31/12/2025, CCF détient des :

- Des titres de participations Visa INC pour 0,03 M€
- Des titres de participation Crédit logement pour 44,2 M€
- Des certificats d'associés pour 28,3 M€

Pour mémoire les certificats d'associés sont des titres de capital remboursable sur autorisation du conseil de surveillance du FGDR en cas de variation de l'assiette des dépôts et de retrait d'agrément. Ils constituent un actif remboursable et rémunérés après autorisation du Conseil de surveillance.

Les certificats d'association ont été souscrits pour un montant non significatif lors de l'adhésion au fonds. Il s'agit de titres de dettes remboursable en cas de variation de l'assiette des dépôts et de retrait volontaire d'agrément.

Classement des titres

Le portefeuille titres de CCF est classé suivant la nature des titres et l'intention de gestion de la banque.

La banque identifie dans son système d'information comptable, dès leur réalisation, en date de règlement-livraison et quelle que soit la catégorie comptable à laquelle ils appartiennent, les opérations sur titres selon qu'elles concernent les activités correspondant aux catégories suivantes :

[L1] Titres de transaction : Titres acquis sur un marché actif avec l'intention de les revendre à court terme.

- Titres de placement : Tous les autres titres qui ne sont pas inscrits parmi les titres de transaction, ni parmi les titres d'investissement.
- Titres d'investissement : Titres à revenu fixe, assortis d'une échéance fixée et avec l'intention manifeste de les détenir jusqu'à l'échéance.

Le CCF ne détient pas de titres de transaction au 31/12/2025.

Pour financer l'acquisition du portefeuille de crédit détaillée dans les faits marquants, CCF a procédé à des cessions de titres d'investissement pour environ 2 100 m euro en 2025. Ces cessions rentrent dans le cadre de l'article 2341-2 et ont été motivés par un événement isolé qui n'est pas appelé à se reproduire à l'avenir.

L'acquisition du portefeuille a été réalisée par l'intermédiaire d'un FCT. Les titres émis par le FCT ont été souscrit à 100 % par CCF pour une valeur de 1 360m € comptabilisés en titres de placement

Les titres à revenu fixe classés en titres de placement et d'investissement sont enregistrés à la date de leur acquisition, pour leur prix d'acquisition. Lorsque le prix d'acquisition des titres est différent à leur prix de remboursement, la différence est amortie sur la durée de vie résiduelle des titres. L'étalement de cette différence est réalisé en utilisant la méthode actuarielle.

Transfert d'une catégorie à une autre

La banque n'a pas procédé au cours de l'année 2025 à des transferts de titres d'une catégorie à une autre.

Dépréciations des titres de placement

Selon le principe de prudence et dans le respect des normes comptables françaises, seules les moins-values latentes sont comptabilisées sur le portefeuille de titres de placement.

Dettes envers les établissements de crédit et dettes envers la clientèle

Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont ventilées d'après leur durée initiale ou la nature de ces dettes : dettes à vue (dépôts à vue, comptes ordinaires) et dettes à terme pour les établissements de crédit, comptes d'épargne à régime spécial et autres dépôts pour la clientèle.

Les intérêts courus sur ces dettes sont portés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Les comptes créditeurs et les comptes d'épargne de la clientèle sont ventilés en fonction de leur durée initiale (à vue, à terme). La clientèle inclut la clientèle non financière et la clientèle financière.

Dettes subordonnées

Cette rubrique regroupe les dettes matérialisées ou non par des titres, à terme ou à durée indéterminée, dont le remboursement en cas de liquidation du débiteur n'est possible qu'après désintéressement des autres créanciers.

Le cas échéant, les intérêts courus à verser attachés aux dettes subordonnées sont portés dans un compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

CCF a contracté auprès du Groupe CCF en 2025, pour 143 millions d'euros d'emprunts subordonnés à durée déterminée. Cette dette correspond à une partie des emprunts souscrits par CCF Holding auprès du marché pour 250 millions d'euros d'obligations tier 2, finalisée le 25 mai 2025.

Engagements par signature

Les engagements par signature comptabilisés au hors bilan correspondent à des engagements irrévocables de concours en trésorerie et à des engagements de garantie qui n'ont pas donné lieu à des mouvements de fonds.

Operations de crédit-bail

Propriétaire des matériels qu'elle donne en crédit-bail, la société les inscrit en immobilisations, à l'actif de son bilan dans le poste « Crédit-bail et location avec option d'achat », pour leur coût d'acquisition.

Les biens détenus font l'objet d'un amortissement linéaire sur la durée normale d'utilisation des biens concernés (d'un à dix selon la nature du bien et la nature du contrat).

Les revenus de ces opérations sont inclus dans les produits bancaires sous déduction des amortissements calculés

Le mode de paiement des échéances est à échoir.

Immobilisations temporairement non-louées

Le compte des immobilisations temporairement non-louées regroupe l'ensemble des matériels dont le contrat a été résilié ou est arrivé en fin de période de location. Ces immobilisations continuent d'être amorties comptablement et leur valeur nette comptable fait l'objet d'une dépréciation à hauteur de 98,71 % au 31/12/2025.

Réserve latente

La différence entre le résultat comptable et le résultat financier issu de la comptabilité financière constitue la réserve latente ou marge financière.

Elle fait l'objet d'une provision lorsqu'elle est négative.

La réserve latente sur opérations de crédit-bail et assimilées s'élève à 3 909 k € pour un encours financier de 15 468 k €.

Immobilisations corporelles et incorporelles

CCF applique le règlement ANC 2014-03 du 05 juin 2014 relatif à l'amortissement et à la dépréciation des actifs.

Elle applique la méthode de comptabilisation des actifs par composants à l'ensemble de ses immobilisations corporelles. Conformément aux dispositions de ce texte, la base amortissable tient compte de l'éventuelle valeur résiduelle des immobilisations.

Le coût d'acquisition des immobilisations comprend, outre le prix d'achat, les frais accessoires, c'est-à-dire les charges directement ou indirectement liées à l'acquisition pour la mise en état d'utilisation du bien ou pour son entrée « en magasin ».

Les amortissements sont calculés sur la durée de vie estimée des immobilisations :

- Immeubles : de 20 à 40 ans linéaire
- Agencements et mobilier de bureau : 10 ans linéaire
- Matériels : de 3 à 5 ans linéaire ou dégressif lorsque la réglementation le permet
- Logiciels acquis :
 - 12 mois linéaire pour les logiciels communs du marché
 - 5 ans linéaire pour les logiciels complexes, ayant donné lieu à des travaux importants de mise en place.

— Immobilisations incorporelles spécifiques

- Avantage économique lié aux dépôts acquis amorti sur 10 ans
- Concession de la licence de marque CCF amortie sur la durée du contrat 25 ans

Lors de l'acquisition des activités HBCE au 1 janvier 2024 deux immobilisations incorporelles significatives ont été identifiées et comptabilisées :

- 1479 millions d'euros correspondant à l'avantage économique lié aux dépôts acquis qui représentent pour le CCF une source de financement plus avantageuse que le marché. Ce montant est amorti linéairement sur 10 ans.
- 143 millions d'euros correspondant à la valeur actuelle des flux futurs des redevances dues dans le cadre du contrat conclu avec HSBC pour l'utilisation de la marque CCF sur une durée de 25 ans. Une dette financière correspondant à l'engagement actualisé de paiement de ces redevances sur la durée contractuelle a été comptabilisé en contrepartie de cette immobilisation.

Un test de perte de valeur (impairment test) est réalisé une fois par an en cas d'indice de perte de valeur, afin de s'assurer de la valeur nette comptable de l'actif. Aucun indice de perte de valeur n'a été identifié en 2025.

Provisions

Les provisions pour risques divers et litiges représentent des passifs dont le montant ou l'échéance ne sont pas fixés de manière précise. Leur constitution est subordonnée à l'existence d'une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Ces provisions sont destinées à couvrir des risques et des charges non directement liés à des opérations bancaires au sens de l'article L311-1 du code monétaire et financier et des opérations connexes définies à l'article L311-2 de ce même code, ou que des événements survenus ou en cours rendent probables, nettement précisés quant à leur objet mais dont la réalisation est incertaine.

Conformément au règlement ANC n° 2014-03, les provisions sont évaluées pour le montant correspondant à la meilleure estimation de la sortie de ressources nécessaire à l'extinction de l'obligation déterminée comme correspondant à l'hypothèse la plus probable.

Epargne-logement

Les comptes épargne logement (CEL) et les plans épargne sont des produits d'épargne proposés aux particuliers dont les caractéristiques sont définies par la loi de 1965 sur l'épargne logement et les décrets mis en application de cette loi.

Conformément au règlement ANC n° 2014-07 relatif à la comptabilisation des comptes (CEL) et plans d'épargne logement (PEL), CCF procède depuis l'exercice 2007 à l'évaluation des conséquences défavorables :

des engagements relatifs à l'octroi d'un crédit aux souscripteurs de CEL et de PEL (engagement de prêter à un taux fixe déterminé à l'ouverture du contrat)

des engagements pris en matière de rémunération de l'épargne logement, pendant la phase de collecte (taux de rémunération fixé à l'ouverture du contrat pour une durée indéterminée)

	PEL	CEL
Montant des encours collectés	475 736 K€	81 835 K€
Encours de crédit	172 K€	

Les provisions pour PEL/CEL sont passées de 5 588 K€ à 4 433 K€.

Engagements sociaux, avantages postérieurs à l'emploi

Pour couvrir les charges futures d'indemnités de fin de carrière et de retraites complémentaires propres à CCF, des contrats ont été souscrits auprès des compagnies d'assurances. En matière d'indemnités de fin de carrière, les droits acquis sont intégralement couverts.

En ce qui concerne les retraites complémentaires versées au personnel ayant quitté le Groupe, les compagnies d'assurances ont reçu les fonds nécessaires et sont responsables du versement des rentes. Les droits acquis au titre des retraites complémentaires concernant le personnel en activité sont également totalement couverts à la fois par des fonds versés aux compagnies d'assurances et par une provision.

Les engagements sociaux font l'objet d'une évaluation actuarielle par un cabinet d'actuariat indépendant.

Le taux d'actualisation a été déterminé en référence au rendement au 31 décembre 2025 des obligations d'entreprises de première catégorie de notation financière AA ou supérieure ayant une durée comparable à la durée moyenne des engagements du Groupe dans chaque zone.

Le groupe a pris en compte l'évolution du taux d'actualisation (3,90 % au 31 décembre 2025 versus 3,40 % au 31 décembre 2024) afin de réévaluer ses engagements sociaux sur la clôture annuelle.

Cout du risque

Le contenu de la rubrique Coût du Risque se limite aux dotations nettes des reprises de dépréciations et de provisions sur risques de contrepartie.

Les dotations nettes aux dépréciations et aux provisions sont classées par nature dans les rubriques du compte de résultat correspondantes.

Les cessions de créances sont comptabilisées en autres charges et produits d'exploitations.

Gains et pertes sur actifs immobilisés

La rubrique gains et pertes sur actifs immobilisés regroupe les plus ou moins-values de cession. Les résultats sur immobilisations hors exploitation sont classés au niveau du Produit Net Bancaire.

Impôts sur les bénéfices

CCF fait partie du groupe d'intégration fiscale du Groupe CCF depuis le 01/01/2021.

En application de la convention d'intégration fiscale, la charge d'impôt comptabilisée par CCF correspond à l'impôt qu'elle aurait supporté en l'absence d'intégration fiscale. Pour l'exercice 2025, l'intégration fiscale n'a pas d'impact sur la charge d'impôt de CCF, celle-ci étant déficitaire.

Les économies ou charges d'impôt résultant de l'intégration fiscale, notamment celles liées au crédit d'impôt mécénat sont constatées dans les comptes de la société mère.

Operations sur les instruments financiers à terme

En application du règlement ANC n° 2014-07 relatif à la comptabilisation des swaps de taux d'intérêt, de devises et d'opérations assimilées, ces instruments font l'objet d'une classification en fonction de l'intention de gestion exprimée par CCF.

Commissions

Le Groupe comptabilise en résultat les commissions en fonction des services rendus et du mode de comptabilisation des instruments financiers auquel ce service est attaché.

Les commissions rémunérant des services continus sont étalées en résultat sur la durée de la prestation (commissions sur moyens de paiement). Les commissions rémunérant des services ponctuels ou rémunérant un acte important sont intégralement enregistrées en résultat lorsque la prestation est réalisée ou l'acte exécuté.

Les commissions et les coûts marginaux de transaction perçus lors de l'octroi ou l'acquisition de crédit sont étalés sur la durée de vie du crédit au taux d'intérêt effectif et présentées en produits nets d'intérêts dans le produit net bancaire.

Informations complémentaires**Evènements post clôture**

Depuis fin février 2026, le Moyen-Orient fait face à un conflit armé et des tensions géopolitiques majeures liés à la situation en Iran. Bien qu'il soit difficile à ce stade d'en mesurer les conséquences, CCF suit avec attention les développements de ce conflit susceptible d'impacter significativement l'environnement économique mondial, en ce compris les marchés du crédit et le niveau des taux d'intérêt, les marchés actions ou encore une hausse de l'inflation, du coût des matières premières ou de potentielles ruptures des chaînes d'approvisionnement.

Consolidation des comptes

Les comptes de CCF sont consolidés dans le Groupe CCF – 103, rue de Grenelle - 75007 Paris 820 982 619 R.C.S Paris par la méthode de l'intégration globale.

Effets du changement climatique et stratégie bas-carbone

CCF Holding S.A.S., société mère de CCF S.A. publie dans son rapport de durabilité – CSRD (Corporate Sustainability Reporting Directive) ses impacts, risques et opportunités sur les dimensions environnementales, sociales et de gouvernance ainsi que le pilotage mis en place sur l'ensemble de ces enjeux.

Ce rapport décrit notamment les risques financiers liés aux effets du changement climatique ainsi que les mesures prises par le Groupe CCF pour les réduire.

Les informations contenues dans ce rapport de durabilité concernent l'ensemble des entités du Groupe CCF dont CCF fait partie.

Le Groupe est principalement exposé aux risques climatiques au travers de ses activités de financement, de ses activités d'investissement, via la détention de titres principalement émis par des entreprises ou des Etats, des agences et biens immobiliers qu'il possède ou qu'il occupe (agences et siège en France et dans les DOMs).

Informations relatives à la lutte contre la fraude et l'évasion fiscale (Art L511-45 du CMF/Avis CNC N°2009-11) :

En application de l'article L. 511-45 du Code Monétaire et Financier, nous vous indiquons que CCF n'a pas d'implantation dans les Etats ou territoires qui n'ont pas conclu avec la France de convention d'assistance administrative ni dans d'autres Etats ou territoires étrangers. Les informations visées à l'article L. 511-45 du Code Monétaire et Financier sont reprises dans les notes annexes aux comptes consolidés de CCF HOLDING.

Note 2. – Intérêts produits et charges assimilées

(En milliers d'euros.)	Exercice 2025	Exercice 2024
Intérêts et produits assimilés		
Opérations avec les établissements de crédit	149 036	288 119
Opérations avec la clientèle	350 286	297 560
Opérations sur obligations et autres titres à revenus fixes	151 085	121 631
Produits sur prêts subordonnés	1 657	1 981
Sous-total	652 065	709 291
Intérêts et charges assimilés		
Opérations avec les établissements de crédit	-147 972	-108 872
Opérations avec la clientèle	-195 933	-280 002
Opérations sur obligations et autres titres à revenus fixes	-4 537	-4 120
Charges sur dettes subordonnées	-17 689	-6 410
Sous-total	-366 130	-399 405
Total	285 934	309 887

Note 3. – Produits et charges sur opérations de crédit-bail

(En milliers d'euros.)	Exercice 2025	Exercice 2024
Produits sur opérations de crédit-bail et de location avec option d'achat		
Loyers, indemnités et produits divers	14 594	20 820
Reprise de provisions	-	-
Plus-values de cessions	3 120	3 401
Récupérations sur créances amorties	-	-
Reprise des dépréciations créances douteuses	-	-
Sous-total	17 714	24 221
Charges sur opérations de crédit-bail et de location avec option d'achat		
Intérêts et charges assimilés	-	-
Dotations aux amortissements	-15 601	-22 718
Dotations aux provisions	-	-
Moins-values de cessions	-	-
Pertes sur créances irrécouvrables	-	-
Dotation des dépréciations créances douteuses	-	-
Sous-total	-15 601	-22 718
Total	2 112	1 503

Note 4. – Revenus des titres à revenu variable

(En milliers d'euros.)	Exercice 2025	Exercice 2024
Revenus des titres à revenu variable		
Titres de placement et autres titres de l'activité de portefeuille	41	51
Titres de participation et autres titres détenus à long terme	3 163	2 958
Parts dans les entreprises liées	4 887	-
Total	8 091	3 009

Note 5. – Commissions produits et charges assimilés

(En milliers d'euros.)	Exercice 2025	Exercice 2024
Commissions et produits assimilés		
Opérations avec les établissements de crédit	-	-
Opérations avec la clientèle	7 193	5 366
Opérations de change	3 852	4 299
Opérations sur titres	31 678	26 644
Moyens de paiements	85 845	79 849
Gestion d'actifs et assurance vie	98 188	94 428
Courtage d'assurance	13 177	13 675
Engagements de financement et de garantie	234	201
Prestations de service financier diverses	6 513	7 014
Sous-total	246 680	231 475
Commissions et charges assimilées		
Opérations avec les établissements de crédit	-	-
Opérations avec la clientèle	-131	-36
Opérations sur titres	-203	-184
Moyens de paiements	-22 999	-22 705
Gestion d'actifs et assurance vie	-19 031	-18 331
Engagements de financement et de garantie	-762	-626
Prestations de service financier diverses	-	-
Sous-total	-43 126	-41 881
Total	203 554	189 594

Note 6. – Gains ou pertes sur opérations sur portefeuilles de titres

(En milliers d'euros.)	Exercice 2025	Exercice 2024
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation		
Opérations de change	-1 184	393
Opérations sur instruments financiers	-20 968	-56 424
Sous-total	-22 152	-56 032
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement assimilés		
Plus ou moins value sur cession de titres de placement	35 625	192
Perte sur détitrisation	-	-
Variation de la provision sur parts des FCT et autres titres	-	-
Sous-total	35 625	192
Total	13 473	-55 840

Note 7. – Autres produits et charges d'exploitation bancaire

(En milliers d'euros.)	Exercice 2025	Exercice 2024
Autres produits d'exploitation bancaire		
Produits liés à l'assurance	311	222
Prestations intra-groupe & charges refacturées	6 425	4 656

Produits accessoires	2 339	3 914
Transfert de charges	1 736	1 615
Reprises de provisions	209	-
Sous-total	11 020	10 406
Autres charges d'exploitation bancaire		
Debt sales	-17 886	-
Cotisation au Fonds de Garantie des Dépôts & Résolution	601	46
Autres	-29 819	-7 363
Dotations aux provisions	-	-
Sous-total	-47 104	-7 317
Total	-36 084	3 089

Note 8. – Charges générales d'exploitation bancaire

(En milliers d'euros.)	Exercice 2025	Exercice 2024
Charges générales d'exploitation		
Charges de personnel	-558 396	-288 108
Frais de personnel	-451 941	-177 935
Charges de retraite	-28 254	-32 913
Autres charges sociales	-50 696	-63 702
Impôts et taxes afférents aux frais de personnel	-21 763	-10 158
Participation et intéressements des salariés	-5 742	-3 400
Autres charges administratives	-331 151	-291 332
Autres frais administratifs	-323 374	-249 470
Jetons de présence	-	-
Impôts et taxes non afférents aux charges de personnel	-7 777	-41 862
Total	-889 546	-579 440

Variation des effectifs :

	Exercice 2025	Exercice 2024
Effectif moyen de l'exercice (ETP)		
Techniciens	977	1 099
Cadres	2 164	2 253
Total	3 141	3 352

Note 9. – Coût du risque

(En milliers d'euros.)	Exercice 2025	Exercice 2024
Coût du risque		
Coût du risque sur clientèle	4 529	-17 967
Dotations nettes des reprises sur créances douteuses	12 060	-10 571
Dotations aux provisions sur la clientèle	-36	-
Reprises sur provisions sur la clientèle	205	-
Pertes sur créances irrécouvrables	-7 773	-7 431
Récupérations sur créances amorties	74	36
Actualisation CRC 2005-03	-	-
Décote sur restructurés	-	-
Autres opérations	-	-
Risque opérationnel	237	743
Cessions de créances	-	-
Total	4 766	-17 224

Note 10. – Gains ou pertes sur actifs immobilisés

(En milliers d'euros.)	Exercice 2025	Exercice 2024
Gains ou pertes sur actifs immobilisés		
Immobilisations financières	-	-
Plus ou moins-values sur titres	-	-
Variation des dépréciations sur titres	-	-
Immobilisations corporelles et incorporelles	979	256
Plus-value	2 157	997
Moins-value	-1 178	-742
Variation des dépréciations sur immobilisations corporelles et incorporelles	-	-
Total	979	256

Note 11. – Impôt sur les bénéfices

(En milliers d'euros.)	Exercice 2025	Exercice 2024
Impôt sur les bénéfices		
Impôt exigible de l'exercice	-	-
Impôt exigible au titre de redressements sur exercices antérieurs	-	-
Crédit Impôt Mécénat	93	-
Profit d'intégration	-	-
Variation des provisions pour risques	-	-
Total	93	-

Note 12. – Créances sur les établissements de crédit

Par nature de créance

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Créances sur les établissements de crédit		
Créances à vue	2 959 783	3 008 784
Créances à terme	1 927 106	927 000
Prêts subordonnés	40 070	40 070
Créances rattachées	87 443	81 201
Total	5 014 402	4 057 055

Ventilation par durée résiduelle

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Créances sur les établissements de crédit non éligibles au refinancement par durée résiduelle		
Créances rattachées	87 443	81 201
Autres éléments non ventilables	-	-
≤ 3 mois	3 044 889	3 008 784
Dont prêts subordonnés		
> 3 mois et ≤ 1 an	100 000	
Dont prêts subordonnés		
> 1 an et ≤ 5 ans	952 000	927 000
Dont prêts subordonnés		
> 5 ans	830 070	40 070
Dont prêts subordonnés	40 070	
Total	5 014 402	4 057 055

Note 13. – Créances sur la clientèle

Par type de créances

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Créances sur la clientèle par typologie de crédit		
Créances commerciales	-	-
Crédits de trésorerie	612 782	590 406
Crédits à l'équipement	85 146	100 816
Crédits à l'habitat	13 154 156	11 895 688
Autres crédits	3 702	18 615
Prêts à la clientèle financière	14 108	11 551
Crédits restructurés	-	-
Comptes ordinaires débiteurs	104 086	133 273
Valeurs non imputées	-315	2 504
Créances rattachées	22 636	18 795
Dépréciation des créances sur la clientèle	-88 573	-100 872
Total	13 907 728	12 670 777

Par qualité d'encours

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Créances sur la clientèle par qualité		
Encours sains	13 781 638	12 520 374
Encours douteux (net)	126 090	150 403
Encours douteux (brut)	214 663	251 275
Dépréciation des créances sur la clientèle	-88 573	-100 872
Total	13 907 728	12 670 777

Ventilation par durée résiduelle

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Créances sur la clientèle par durée résiduelle		
Créances rattachées	22 636	18 795
Autres éléments non ventilables	196 088	150 284
≤ 3 mois	407 252	461 123
> 3 mois et ≤ 1 an	1 001 212	970 514
> 1 an et ≤ 5 ans	4 314 576	3 961 660
> 5 ans	7 965 965	7 108 401
Total	13 907 728	12 670 777

Créances à la clientèle par agent économique

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Opérations avec la clientèle par agent économique		
Sociétés non financières	774 485	794 798
Entrepreneurs individuels	25 791	29 682
Particuliers	12 488 854	11 250 790
Autres agents non financiers	-	325
Clientèle financière	467	11 628
Administrations centrales	544	12 929
Administrations locales	7 758	9 734
Créances rattachées	22 636	18 795
Autres éléments non ventilables	587 193	542 096

Total	13 907 728	12 670 777
-------	------------	------------

Note 14. – Portefeuille des titres

Par type de titre

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Portefeuille des titres de placement et d'investissement		
Effets publics et valeurs assimilées	1 367 289	1 430 886
Titres de placement	-	1 957
Dépréciation sur titres de placement	-	-
Créances rattachées sur titres de placement	-	-
Titres d'investissement	1 351 472	1 411 773
Créances rattachées sur titres d'investissement	15 817	17 156
Obligations et autres titres à revenu fixe	2 900 973	4 098 403
Titres de placement	1 359 997	-
Dépréciation sur titres de placement	-	-
Créances rattachées sur titres de placement	319	-
Titres d'investissement	1 528 756	4 058 327
Créances rattachées sur titres d'investissement	11 900	40 076
Actions et autres titres à revenu variable	2 299	2 299
Titres de placement	2 299	2 299
Créances rattachées sur actions et autres titres à revenu variable	-	-
Total	4 270 561	5 531 589

Surcotes et décotes du portefeuille de titre de placement et investissement

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Décotes/Surcotes nettes restant à amortir		
Titres de placement		
Décote/surcote	-	43
Titres d'investissement		
Décote/surcote	21 431	75 842
Total	21 431	75 885

Ventilation par durée résiduelle

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Effets publics et valeurs assimilées par durée résiduelle		
Créances rattachées	15 817	17 156
Autres éléments non ventilables	-	-
≤ 3 mois	-	-
> 3 mois et ≤ 1 an	-	8 557
> 1 an et ≤ 5 ans	1 351 472	1 405 173
> 5 ans	-	-
Sous-total	1 367 289	1 430 886
Obligations et autres titres à revenu fixe par durée résiduelle		
Créances rattachées	12 220	40 076
Autres éléments non ventilables	-	-
≤ 3 mois	-	-
> 3 mois et ≤ 1 an	1 359 997	324 429
> 1 an et ≤ 5 ans	1 528 756	2 206 467
> 5 ans	-	1 527 430
Sous-total	2 900 973	4 098 403

Total	4 268 262	5 529 290
-------	-----------	-----------

Note 15. – Participations et parts dans les entreprises liées

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Parts dans les entreprises liées		
Filiales (50 % du capital détenu)	113 250	113 250
Valeur brute	113 250	113 250
Dépréciation	-	-
Sous-total	113 250	113 250
Participations		
Participations (10 à 50 % du capital détenu)	-	-
Valeur brute	-	-
Dépréciation	-	-
Autres Participations (<10 % du capital détenu)	72 566	48 843
Valeur brute	72 566	48 843
Dépréciation	-	-
Sous-total	72 566	48 843
Total	185 816	162 093

Note 16. – Opérations de crédit-bail et location avec option d'achat

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Opérations de Crédit-Bail et location avec options d'achat		
Crédit-bail (valeur brute)	59 609	83 233
Crédit-bail et opérations assimilées	56 926	81 054
Créances rattachées	572	789
Créances douteuses	2 111	1 389
Amortissements et dépréciations	-46 292	-54 578
Amortissements	-44 790	-53 316
Dépréciations	-1 502	-1 261
Total	13 318	28 655

Au 31/12/2025, la réserve latente sur opérations de crédit-bail et assimilées s'élève à 3 909 k € pour un encours financier de 15 468 k €.

Note 17. – Immobilisations et amortissements

Variation des immobilisations sur la période

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025	Variations 2025			Au 31/12/2024
	Valeur brute	Acquisitions	Cessions / Sorties	Transferts / Autres	Valeur brute
Immobilisations incorporelles					
Concessions et licences	360 992	217 518	-	-240	143 714
Logiciels	87 592	1 433	-	9 447	76 712
Autres immobilisations incorporelles	1 479 374	-	-	-	1 479 374
Immobilisations incorporelles en cours	-	-	-	-1 310	1 310
Sous-total	1 927 958	16 497	-	7 897	1 701 110
Immobilisations corporelles					
Immeubles - Exploitation	165 101	232	-1 197	61	166 006
Immeubles - Hors exploitation	-	-	-	-	-
Matériel et mobilier	15 689	2 297	-279	1 735	11 936

Autres immobilisations corporelles	-	-	-	-	-
Immobilisations corporelles en cours	449	449	-	-421	421
Sous-total	181 240	2 978	-1 476	1 375	178 362
Immobilisations financières					
Titres de placement	1 362 296	1 368 672	-	-10 633	4 256
Titres d'investissement	2 907 946	32 814	-2 625 438	-26 763	5 527 332
Titres de participation	72 566	-	-26 242	49 965	48 843
Parts dans les entreprises liées	113 250	-	-	-	113 250
Sous-total	4 456 058	1 401 486	-2 651 679	12 569	5 693 682
Total	6 565 256	1 420 962	-2 653 155	21 841	7 573 154

Variations des amortissements sur la période

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025 Amortissements / dépréciations	Variations 2025		Au 31/12/2024 Amortissements / dépréciations
		Dotations	Reprises	
Immobilisations incorporelles				
Concessions et licences	28 879	23 130	-	5 749
Logiciels	31 179	15 217	-	15 962
Autres immobilisations incorporelles	295 875	147 937	-	147 937
Immobilisations incorporelles en cours	-	-	-	-
Sous-total	355 932	186 285	-	169 648
Immobilisations corporelles				
Immeubles - Exploitation	5 648	2 660	-24	3 011
Immeubles - Hors exploitation	-	-	-	-
Matériel et mobilier	6 812	3 311	-274	3 775
Autres immobilisations corporelles	3 242	3 242	-	-
Immobilisations corporelles en cours	-	-	-	-
Sous-total	15 701	9 213	-298	6 787
Total	371 633	95 497	-298	176 434

Immobilisations nettes

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025			Au 31/12/2024		
	Valeur brute	Dépréciations / amort. cumulés	Valeur nette	Valeur brute	Dépréciations / amort. cumulés	Valeur nette
Immobilisations incorporelles						
Concessions et licences	360 992	-28 879	332 113	143 714	-5 749	137 966
Logiciels	87 592	-31 179	56 413	76 712	-15 962	60 750
Autres immobilisations incorporelles	1 479 374	-295 875	1 183 499	1 479 374	-147 937	1 331 437
Immobilisations incorp en cours	-	-	-	1 310	-	1 310
Sous-total	1 927 958	-355 932	1 572 026	1 701 110	-169 648	1 531 462
Immobilisations corporelles						
Immeubles - Exploitation	165 101	-5 648	159 454	166 006	-3 011	162 995
Immeubles - Hors exploitation	-	-	-	-	-	-
Matériel et mobilier	15 689	-6 812	8 878	11 936	-3 775	8 160
Autres immobilisations corporelles	-	-3 242	-3 242	-	-	-
Immobilisations corp en cours	449	-	449	421	-	421
Sous-total	181 240	-15 701	165 539	178 362	-6 787	171 576
Total	1 906 744	-355 280	1 551 465	1 879 472	-176 434	1 703 038

Note 18. – Autres actifs

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Autres actifs		
Dépôts, avances et cautionnements	146 910	165 917
Comptes de règlement débiteur sur opérations sur titres	2 568	0
Fournisseurs débiteurs	480	14
Personnel	49	52
Etat et collectivités publiques, impôts et taxes	22 412	1 078
Etat et collectivités publiques, IS	93	-
Etat et collectivités publiques, TVA	16 297	44 742
Groupe et associés - IS	-	-
Assurances	-	-
Apporteurs et partenaires	-	-
Instruments conditionnels de taux d'intérêts - Achat (Prime Swap / Swaption)	11 680	-
Divers	4 970	30 297
Divers douteux	-	-
Total	205 458	242 100

Note 19. – Comptes de régularisation actifs

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Comptes de régularisation (ACTIF)		
Valeurs reçues à l'encaissement	16 345	13 710
Comptes d'ajustement sur devises	0	-
Pertes potentielles sur contrats de couverture d'IFT non dénoués	1 126	7 240
Charges à répartir	25 488	14 835
Charges constatées d'avance	15 091	13 656
Produits à recevoir	206 004	269 191
Assurances et partenaires	97 693	104 311
Instruments financiers à terme	107 953	164 554
Autres	359	325
Comptes de régularisation divers	4 045	6 301
Total	268 100	324 933

Note 20. – Dettes envers les établissements de crédit

Dettes envers les établissements de crédit par nature

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Dettes envers les établissements de crédit		
Dettes à vue	-	101
Dettes à terme	5 466 805	3 901 164
Dettes rattachées	60 884	25 767
Total	5 527 688	3 927 031

Ventilation des dettes envers les établissements de crédit

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Dettes envers les établissements de crédit par durée résiduelle		
Dettes rattachées	60 884	25 767
Autres éléments non ventilables	43 307	0
≤ 3 mois	30 112	101
> 3 mois et ≤ 1 an	-	921 164

> 1 an et ≤ 5 ans	3 706 693	2 000 000
> 5 ans	1 686 693	980 000
Total	5 527 688	3 927 031

Note 21. – Dettes envers la clientèle

Dettes envers la clientèle par nature de dette

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Dettes envers la clientèle		
Comptes ordinaires créditeurs	7 389 167	7 821 028
Comptes d'épargne à régime spécial	9 534 088	9 043 759
A vue	9 045 632	8 486 433
A terme	488 456	557 326
Autres dettes envers la clientèle	1 354 432	1 713 052
A vue	9 189	3 152
A terme	1 345 244	1 709 900
Dettes à terme avec clientèle financière	-	-
Total	18 277 687	18 577 839

Ventilation des dettes clientèle par durée résiduelle

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Dettes envers la clientèle par durée résiduelle		
Dettes rattachées	149 437	10 168
Autres éléments non ventilables	6 373	2 341
≤ 3 mois	17 607 194	17 687 853
> 3 mois et ≤ 1 an	481 119	401 078
> 1 an et ≤ 5 ans	18 952	464 718
> 5 ans	14 612	11 680
Total	18 277 687	18 577 839

Note 22. – Autres passifs

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Autres passifs		
Dépôts, avances et cautionnements	-	-
Dépôts de garantie reçus sur locations (CB)	-	-
Fournisseurs	118 252	116 752
Opérations de crédit-bail et location simple	-	-
Personnel - divers	85 487	49 646
Personnel - participation des salariés & intéressement	-	-
Sécurité sociale et organismes sociaux	56 488	59 573
Etat et collectivités publiques - Impôts et taxes divers	7 002	5 551
Etat et collectivités publiques - IS	-	-
Etat et collectivités publiques - TVA	13 671	695
Groupe et associés - IS	-	-
Assurances et assistance	35	70
Frais de recouvrement	-	-
Apporteurs et partenaires	0	422
Divers	377 531	173 478
Total	658 467	406 188

Note 23. – Comptes de régularisation passifs

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Comptes de régularisation (passif)		
Compte d'ajustement sur devises	-	389
Gains sur contrats de couverture d'IFT	104 330	-
Gains potentiels sur contrats de couverture d'IFT non dénoués	104 330	-
Gains à étaler sur contrats de couverture d'IFT dénoués	-	-
Produits constatés d'avance	540	816
Opérations de crédit	-	-
Opérations de crédit-bail et location	540	816
Produits financiers - Autres	-	-
Etalement du prêt à taux 0 %	-	-
Divers	-	-
Charges à payer	190 047	281 665
Charges financières - Autres	103 850	188 749
Commissions	-	-
Refacturation groupe	4 646	-
Assurances et partenaires	-	-
Divers	13 903	15 020
Comptes de régularisation divers	67 647	77 897
Total	294 916	282 871

Note 24. – Provisions pour risques et charges

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025	Variations 2025		Au 31/12/2024
Provisions bancaires et non-bancaires	Provisions	Dotations	Reprises	Provisions
Provisions non-bancaires				
Charges de retraite complémentaire	27 590	-	1 096	28 685
Médaille du travail	3 378	-118	-	3 260
Redressements fiscaux	-	-	-	-
Divers non bancaire	248 692	-248 692	307	307
Sous-total	279 660	-248 810	1 403	32 253
Provisions bancaires				
Risques sur engagements hors-bilan	36	-36	-	-
Sur la clientèle	636	-636	-	-
Litiges clients	25 955	-13 878	1 149	13 225
Epargne logement	5 433	-	155	5 588
Sous-total	32 060	-14 550	1 304	18 814
Total	311 720	-263 361	2 707	51 067

Note 25. – Dettes subordonnées

Par type d'emprunt subordonnés

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Dettes subordonnées		
Emprunts subordonnés	143 112	6 000
Emprunts subordonnés à durée indéterminée	114 750	114 750
Dettes rattachées	4 865	651
Total	262 727	121 401

Ventilation des dettes subordonnées par durée résiduelle

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Dettes subordonnées par durée résiduelle		
Dettes rattachées	4 865	651
Autres éléments non ventilables	-	-
≤ 3 mois	-	-
> 3 mois et ≤ 1 an	-	-
> 1 an et ≤ 5 ans	-	-
> 5 ans	257 862	120 750
Total	262 727	121 401

Note 26. – Capitaux propres

Détail des capitaux propres

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Capitaux propres hors FRBG		
Prime d'apport	2 866 699	2 866 699
Capital souscrit appelé	147 000	147 000
Capital souscrit non-appelé	-	-
Primes d'émission	8 216	8 216
Réserve légale	-	-
Autres réserves	-	-
Provisions réglementées et subventions d'investissements	-	-
Report à nouveau	-531 204	-218 154
Acomptes sur dividende	-	-
Résultat en instance d'approbation	-	-
Résultat de l'exercice	-602 125	-313 050
Total	1 888 586	2 490 711

	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Dividende	-	-
Nombre d'actions existantes	294 002	294 002

(En euros.)	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Quote-part de chaque action dans les capitaux propres	6 423,72	8 471,75
Résultat par action	-2 048,03	-1 064,79
Dividende net attribué à chaque action	-	-0,00

Evolution des capitaux propres

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2024
Capitaux A-1	2 490 711

(En milliers d'euros.)	Variations 2025
Résultat de la période	-602 125
Emission liée aux options de souscription d'actions	-
Augmentation de capital	-
Acompte sur dividendes	-
Autres	-

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025
Capitaux propres A	1 888 586

Proposition d'affectation du résultat

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Avant affectation du résultat		
Capital social	147 000	147 000
Primes d'émission	2 874 915	2 874 915
Réserves		
Report à nouveau	-531 204	-218 154
Résultat de la période	-602 125	-313 050
Proposition d'affectation du résultat (1)		
Dividendes	-	-
Réserves	-	-
Report à nouveau	-602 125	-313 050
Après affectation du résultat (1)		
Capital social	147 000	147 000
Primes d'émission	2 874 915	2 874 915
Dividendes	-	-
Réserves	-	-
Report à nouveau	-1 133 329	-531 204

(1) Sous réserve de l'approbation de l'AG.

Note 27. – Filiales, participations et portefeuille titres informations diverses

Tableau des filiales et participations

(En milliers d'euros.) (sauf indication contraire)	Au 31/12/2025 sauf (*)					
	Forme juridique	Capital	Capitaux propres autres que le capital	Quote-part du capital détenu (en %)	Valeur brute comptable des titres détenus	Valeur nette comptable des titres détenus
Filiales et participations au 31 décembre 2025						
I. Renseignements détaillés concernant les participations dont la valeur d'inventaire excède 1 % du capital de la société astreinte à la publication						
Filiales (50 % au moins du capital détenu par la société) :						
CCF SFH	SA	113 250	3 236	100 %	113 250	113 250
103 rue de Grenelle 75007 PARIS						
Titres de participations						
CREDIT LOGEMENT*	SA	* 1 259 850	320 083 *	3 %	44 253	44 253
50 bd Sébastopol 75003 PARIS						
II. Renseignements détaillés concernant les participations dont la valeur d'inventaire n'excède pas 1 % du capital de la société astreinte à la publication						
Participations non reprises ci-dessus :						
VISA*	INC	992 396	37 671 576	0 %	35	35

(*) Données 31/12/2024.

(En milliers d'euros.) (sauf indication contraire)	Au 31/12/2025 sauf (*)				
	Prêts & avances consentis	Montants des cautions et avals	Produit Net Bancaire	Résultat (bénéfice net ou perte du	Dividendes encaissés par la

	par la société et non remboursés	fournis par la société		dernier exercice)	société au cours de l'exercice
Filiales et participations au 31 décembre 2025					
I. Renseignements détaillés concernant les participations dont la valeur d'inventaire excède 1 % du capital de la société astreinte à la publication					
Filiales (50 % au moins du capital détenu par la société) :					
CCF SFH	481 287	6 760 216	5 394	2 570	-
103 rue de Grenelle 75007					
75007 PARIS					
Titres de participations :					
CREDIT LOGEMENT	80 471	37 786	* 195 741	103 746*	2 958
50 boulevard Sébastopol					
75003 PARIS					
II. Renseignements détaillés concernant les participations dont la valeur d'inventaire n'excède pas 1 % du capital de la société astreinte à la publication					
Filiales non reprises ci-dessus. Sociétés françaises (ensemble)					
Participations non reprises ci-dessus. Sociétés françaises (ensemble)					
(*) Chiffres de Crédit logement du 31/12/2024 la publication au 31/12/2025 n'ayant pas encore été réalisée.					

Opérations avec les filiales et les entreprises dont la société possède des participations

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Actif		
Créances sur les établissements de crédit	5 014 402	4 057 055
Dont entreprises liées	1 896 852	933 405
Dont prêts subordonnés	-	-
Dont participations	80 471	80 531
Dont prêts subordonnés	40 401	40 399
Opérations avec la clientèle	13 907 728	12 670 777
Dont entreprises liées	-	-
Dont participations	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	2 900 973	5 531 589
Dont entreprises liées	481 287	481 204
Dont participations	-	-
Total	21 823 103	22 259 421
Passif		
Dettes envers les établissements de crédit	5 527 688	3 927 031
Dont entreprises liées	5 497 526	3 926 896
Dont participations	-	-
Comptes à vue créditeurs de la clientèle	7 389 167	7 821 028
Dont entreprises liées	-	-
Dont participations	44 310	46 290
Comptes à terme créditeurs de la clientèle	1 345 244	1 709 900
Dont entreprises liées	-	-
Dont participations	37 786	37 829
Dettes représentées par un titre	-	-
Dont entreprises liées	-	-
Dont participations	-	-
Dettes subordonnées	262 727	121 401

Dont entreprises liées	262 727	121 401
Dont participations	-	-
Total	14 524 826	13 579 360

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Hors bilan		
Engagements de financement donnés	873 586	766 895
Dont entreprises liées	-	-
Dont participations	-	-
Engagements de garantie donnés	6 815 110	5 320 152
Dont entreprises liées	6 760 216	5 255 973
Dont participations	33 671	37 174
Engagements de financement reçus	-	-
Dont entreprises liées	-	-
Dont participations	-	-
Engagements de garantie reçus	-13 514 961	-12 321 393
Dont entreprises liées	4 204	67
Dont participations	-	-

Inventaire du portefeuille titres par portefeuille et type de titre

(En milliers d'euros.) (sauf indication contraire) Nature	Au 31/12/2025					
	Titres (en nombre)	Valeur nette	Dont plus- value de réévaluation	Coté / Non coté	Marché actif / Non actif	Emetteur public ou autre
I. Titres de placement - Effets publics et valeurs assimilées				-		
Titres des tranches Séniors, Mezzanines & Juniors souscrites lors des émissions ABS				coté	marché actif	autre émetteur
Obligations et autres titres à revenu fixe (HQLA)				coté	marché actif	autre émetteur
Effets publics et valeurs assimilées				coté	marché actif	émetteur public
Autres titres à revenu variable		2 299		non coté	Non	émetteur public
Dont BPI	87 088	2 299		non coté	Non	émetteur public
Créances rattachées				N/A	N/A	N/A
Sous-total		2 299	-			
II. Titres d'investissement						
Titres des tranches Séniors, Mezzanines & Juniors souscrites lors des émissions ABS		582 814		coté	marché actif	autre émetteur
Obligations et autres titres à revenu fixe		945 942		coté	marché actif	autre émetteur
Effets publics et valeurs assimilées		1 351 472		coté	marché actif	émetteur public
Créances rattachées		27 718		N/A	N/A	N/A
Sous-total		2 907 946				
III. Titres de participation						
Crédit Logement	539 806	44 253		coté	marché actif	émetteur public
Certificat d'associé Fonds Garantie des dépôts		28 279		non coté	Non	émetteur public
VISA		35		coté	marché actif	autre émetteur
Sous-total		72 566	-			
IV. Titres et filiales						
Actions SFH	7 549 999	113 250		non coté	Non	interco
Sous-total		113 250	-			
Total		3 096 061				

Note 28. – Instruments financiers à terme

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025		Au 31/12/2024	
	Notionnel	Juste valeur	Notionnel	Juste valeur
Swaps de taux				
Administrations centrale et assimilées	-	-	-	-

Etablissements de crédit	-	-	-	-
Autres contreparties	10 907 962	54 313	11 705 337	14 792
Total	10 907 962	54 313	11 705 337	14 792
Swaps de taux par durée résiduelle				
< 1 an	160 723	-	1 308 932	-
≥ 1 an et ≤ 5 ans	5 522 455	-	8 487 655	-
> 5 ans	5 224 784	-	1 908 750	-
Total	10 907 962	-	11 705 337	-

V. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels.

Exercice clos le 31 décembre 2025

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de CCF S.A. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit de CCF Holding S.A.S.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Observations

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 1 de l'annexe des comptes annuels qui :

- expose le changement de méthode comptable relatif à l'application du règlement ANC n°2023-03 du 7 juillet 2023 en coordination avec le règlement ANC n°2022-06 du 4 novembre 2022 modifiant le règlement ANC n°2014-07 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire, applicable à compter du 1^{er} janvier 2025, ainsi que sur les éventuelles incidences de la première application de ce règlement.
- décrit la correction d'une erreur constatée au cours de l'exercice 2025 relative à l'enregistrement de l'immobilisation incorporelle liée aux redevances du contrat de licence de marque, ainsi que les incidences de cette correction sur les comptes de l'exercice 2025.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous devons porter à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Estimation, au titre du risque de crédit, des dépréciations des créances clients

Risque identifié :

CCF S.A. constate une dépréciation pour couvrir le risque de crédit inhérent à ses activités pour un montant total de 88,6 millions d'euros au 31 décembre 2025, comme indiqué dans la note 13 de l'annexe aux comptes annuels.

Nous avons considéré que la détermination des provisions pour couvrir le risque de crédit constitue un point clé de l'audit en raison de l'importance des montants calculés et de la sensibilité des hypothèses retenues par la direction pour déterminer les montants de dépréciation.

Notre réponse :

Nos procédures d'audit ont principalement consisté à :

- Prendre connaissance du dispositif de gouvernance et de contrôle interne relatif à l'appréciation du risque de crédit à l'évaluation des dépréciations ;
- Réaliser des procédures d'audit substantives sur la base de sondage qui ont consisté à :
- S'assurer de la correcte réconciliation des encours de crédit entre les données de gestion et les données comptables ;
 - Tester la qualité des principales données des prêts : taux d'intérêt, date d'échéance, créances sur prêts ;
 - Procéder à l'évaluation de la dépréciation des prêts
- Vérifier, avec l'aide de nos spécialistes en audit informatique, la correcte application du processus de déclassement des créances ;
- Evaluer, avec l'aide de nos spécialistes de risque de crédit, la pertinence du modèle de risque de crédit ;

Enfin, nous nous sommes assurés que les informations qualitatives et quantitatives fournies dans les annexes aux comptes sociaux relatives au risque de crédit sont appropriées.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires à l'exception du point ci-dessous.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations de banque et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société CCF S.A. par l'assemblée générale du 4 juin 2020 pour le cabinet KPMG S.A. et du 31 mai 2021 pour le cabinet RSM Paris.

Au 31 décembre 2025, le cabinet KPMG S.A. était dans la 6^e année de sa mission sans interruption et le cabinet RSM Paris dans la 5^e année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au comité d'audit de CCF Holding S.A.S.

Nous remettons au comité d'audit de CCF Holding S.A.S. un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Les commissaires aux comptes,
Paris La Défense et Paris, le 7 mai 2026

KPMG S.A.
Ulrich Sarfati
Associé

RSM Paris
Sébastien Martineau
Associé